

VOIX DE LA KOZAH

Hebdomadaire togolais indépendant. N° 234 du 11 octobre 2012

Prix: 250 F CFA



2^{ÈME} FORUM DES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Des satisfaisants travaux, des participants ont fait des recommandations afin de redynamiser les actions menées



TRIANGLE La sorcellerie au cœur des "pouvoirs" et des destins

P.5



RÉVÉLATIONS

Kaboua Abasse, une taupe au CST

P.4



INVITÉ SUR RFI

P.6

Jean Pierre Fabre a vociféré mais n'a point convaincu



« L'affaire Bodj » et ses masques

P.3





PROMO INTERNET

HELIX
L'INTERNET HAUT DÉBIT POUR TOUS LES BÉNÉFICIAIRES

Du 1^{er} Octobre au 31 Décembre 2012

FORFAIT INTERNET

à partir de

14 150^{*}
pour 256Kb/s



F CFA
TTC/mois



AUTRES FORFAITS HELIX FIXE^{*}

- Débit 512 Kbs à partir de 21 712 FCFA TTC/mois
- Débit 1Mbs à partir de 41 400 FCFA TTC/mois
- Débit 2Mbs à partir de 79 000 FCFA TTC/mois

Partez à la découverte des forfaits internet haut débit avec l'opérateur internet qui appelle de 118

FORFAIT INTERNET		FORFAIT INTERNET		FORFAIT INTERNET	
FORFAIT INTERNET					
FORFAIT INTERNET					
FORFAIT INTERNET					
FORFAIT INTERNET					

2^{ÈME} FORUM DES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Des satisfaisants travaux, des participants ont fait des recommandations afin de redynamiser les actions menées

La ministre du Développement à la Base, Victoire Tomegah-Dogbé a fait le bilan des activités au terme des

Ce forum, ajoute Mme Dogbé, a été aussi l'occasion pour les participants de partager

Parce que selon elle, ce qui est recherché, c'est une meilleure coordination des approches des projets, une synergie d'action et une harmonisation des points pour un meilleur impact sur la vie des communautés.

« Ce forum a été l'occasion pour nous de partager le contenu du programme national de développement à la base et surtout la politique de développement à la base. Cette politique précise-t-elle a en son sein tout un programme avec des axes qui sont déjà définis et certains mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation », a indiqué la ministre.

La ministre a salué la participation des préfets du Togo, des chefs traditionnels, des représentants d'association et d'ONG, de groupements, de comité de



Vue partielle des participants au forum

travaux du 2^{ème} forum des acteurs du développement à la base le samedi 6 octobre à la satisfaction générale de tous les participants.

Pour la ministre, ce forum des acteurs du développement à la base qui a réuni près de 500 délégués pendant trois jours a été un succès, il a permis de voir le développement à la base dans son ensemble.

Il s'agit pour les délégués de faire le bilan des recommandations du premier forum, de tout ce qui a été fait depuis lors au niveau du développement à la base.

Les participants ont passé au cours de ce forum, en revue les actions du ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

leurs expériences, les initiati-



Echange de documents de convention entre le ministre et le préfet de la Kozah

ves qui se font et se sont mis d'accord sur les approches.

ment de villages, de quartier et de cantons, indiquant qu'en fait tout le monde avait quelque chose à dire.

« Nous pensons que nous pouvons nous réjouir, parce que cela a été une occasion pour ces différents personnalités représentant les localités

de s'exprimer » a une fois encore souligné la ministre.



Visite des expositions des groupements financiers après le 1er forum

« On a été à leur écoute et partagé leurs expériences, parce que nous sommes convaincus que chacun a quelque chose à apporter, puis que nous vivons au quotidien les problèmes et nous y apportons des solutions » a dit Mme Tomegah-Dogbé.

Elle a demandé aux différents acteurs de se mobiliser et aux initiateurs de projets de placer l'homme au centre de leurs préoccupations et de leurs activités.

Elle a également relevé la particularité de ce forum, laquelle a trait à un certain nombre d'expériences évoqués lors des communications.

Les plus frappants, précise la ministre sont celles du centre CIDAP de Baga dans la préfec-

ture de Doufelgou. Ce centre indique Mme Dogbé, fait de la recherche, de la vulgarisation, forme les jeunes qui veulent faire de l'agriculture. Ce centre fait également de la transformation et accompagne des groupements pour la commercialisation et la distribution des revenus. L'extraordinaire de ce centre est qu'à partir des ressources locales, un fils du milieu a décidé de faire quelque chose, de transformer ce qui est négatif en positif, de transformer un sol désert inculte en une terre fertile, riche où tout pousse et réussit. Bref ce fils a réussi à faire de ce site, un cen-

Suite à la page 6

« L'affaire Bodj » et ses masques

Nous ne savons si nous avons raison de consacrer de nouveau, cette livraison à une affaire aussi particulière, et pour tout dire, scabreuse. Mais depuis qu'elle a éclaté avec l'interpellation puis l'inculpation du ministre Bodjona, elle a été à la une des médias, au centre des conversations et a fait l'effet d'un coup de tonnerre. A ce jour, on n'en connaît toujours que des versions partielles et contradictoires et, tout l'indique, bien des rebondissements sont encore devant nous.

Nous avons donc pensé que nous nous devons de vous en dire, à notre tour et à ce stade, ce que nous savons et ce que nous pensons.

On l'appelle « l'affaire d'escroquerie internationale » ou, pour faire plus court, « l'affaire Bodj » eu égard à la tournure qu'elle a prise. Elle a pour protagonistes, trois hommes d'affaires et un ancien ministre quoi qu'on dise, pas comme les autres.

Lui est dans la quarantaine d'âge. Très dévoué à la cause de son parti au pouvoir et partant, de sa nation. Homme politique togolais de premier plan et l'une des personnalités les plus en vue du Parti au pouvoir, il a été nommé après son passage à la direction du cabinet du chef de l'Etat, au moment où l'affaire prenait date, ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales, porte parole du gouvernement. Ces hautes

fonctions, il les a exercées avec brio : appliquant à la lettre, les exigences de la politique du changement, les résultats admirables dans l'optique de ce changement, ont fait de son premier responsable, un alter ego des plus grands diri-



Pascal Bodjona

geants du pays. C'est donc en pleine gloire qu'il a été rattrapé par la scabreuse affaire d'escroquerie.

Les trois autres dits hommes d'affaires : musulman et chrétiens qui traitaient argent depuis longtemps avant, d'initier un système d'escroquerie à la nigériane afin de garnir leurs différents comptes bancaires. L'Emirien qui dit être escroqué par le Togolais et le Français avec la complicité du

ministre. Une perte de millions de dollars est relevée.

Saisies de l'affaire, la justice et la gendarmerie togolaise l'ont crue et ont arrêté : Agba Bertin, le cerveau, Loïck Le Floch- Pigent (ami-ennemi de du plaignant) et le minis-

tre (témoin devenu inculpé pour complicité). Samedi 1^{er} septembre, jour du début de la garde à vue du ministre à la gendarmerie, aura été donc, celui de la chute vertigineuse qu'on puisse imaginer : de l'étage sociopolitique le plus élevé au sous-sol.

Bodj a choisi de plaider non coupable et ses défenseurs ont tenté de convaincre la gendarmerie et la justice togolaise de

la véracité de ses dires, lui recherchant ici un alibi (« il a été invité en tant que témoin », là un argument masqué (« le ministre a décroché son téléphone et intimé au juge de l'inculper puis qu'on l'en voulait seulement »). Quelques jours après, Mgr Barrigah est prié pour médiation afin d'une solution à l'amiable. Agba accepte de verser à El Youssef, cinq millions de dollars. Tout en oubliant un autre alibi faisant état d'une caution de 150 000 000 f cfa pour liberté provisoire lui sortait d'affaire. Non soyons sérieux ! Que vaut 150 000 000 f cfa devant 5 millions de dollars encore moins, 48 millions de dollars ? Pourquoi clamer son innocence et en même temps vouloir négocier ?

Mais son comportement depuis la minute où sa garde à vue a été indiquée n'est pas celui de la victime d'une méprise policière ou d'une erreur judiciaire. L'homme que nous avons tous connu dans ce pays est révolté de ce qui lui arrive mais n'est pas indigné par une injustice, ni combatif. Il était tout simplement surpris qu'on ait pu le lâcher de la sorte. Ce qui n'est pas faux car Bodj ne mérite vraiment pas ça. Mais étant donné qu'à dessein, nous cachons tous ce qui peut sortir le ministre de ce marasme, que faire ? Seule la justice donnera le dernier mot. C'est ce que justement nous devons redouter en ménageant pour une sortie heu-

reuse et rapide de crise au lieu de se faire juriste et par médias interposés, conspuer des âneries qui ne font que noyer le ministre et coaccusés.

Celles ou ceux qui le connaissent sans être aveuglés par l'amitié ou l'amour savent que le ministre a été tout simplement victime sa brillante intelligence.

Le dérapage financier ? On en connaît beaucoup qui ont été jusqu'ici contrôlés et étouffés. On parle d'affaire politique, de penchants... mettant en exergue, la mauvaise foi du chef de l'Etat et l'on en arrive avec cette affaire qui semble être une grave récidive, à se demander pourquoi ses proches ne l'ont pas persuadé qu'il devait impérativement faire attention ou solliciter un peu plus tôt, l'intervention d'un médiateur pourquoi pas celle du chef de l'Etat lui-même qu'aujourd'hui certains supporters du ministre en difficulté, qualifient de tous les noms d'oiseaux.

Si le bon sens et la bonne volonté des différentes parties dans cette affaire, venaient à se manifester, contre monnaie sonnante et trébuchante, on conclura une entente avec tous les protagonistes, où le plaignant devra atténuer ce qu'il a soutenu pour que les peines des uns et des autres soient réduites.

Boukari

RÉVÉLATIONS

Kaboua Abasse, une taupe au CST

L'affaire est un rare concentré de cynisme et de mépris des règles élémentaires de la vie sociale, de lâcheté et d'hypocrisie. Lorsqu'on examine de près, lorsqu'on écoute et analyse les propos tenus des protagonistes notamment du flémard de kaboua abasse, on a envie de leur rappeler ce mot : « ce que vous êtes devenu parle plus fort qu'on n'entend pas ce que vous dites... »

Ces rocambolesques et irréfléchis tapages médiatiques, édifiants de bêtises, parfois de lâcheté dont kaboua et ses « lézards » de membres du Mrc font siens, ne défraient point la chronique plutôt, se résument qu'à de simples poussées de fièvre d'un chantage. Preuve, conscients des délires de monsieur Mrc, la parole lui a toujours été refusée au cours des hebdomadaires marches suivies de settings à l'actif du Cst dans lequel il s'auto invite. Episode de mise en quarantaine secrète? Fait divers politique? Méfiance d'un magna non con-

trôlé qui se veut opposant? Tout cela est à la fois tenu. Ces faits qui sont de justesse rapprochés à ce phénomène de kaboua abasse du Mrc remontent à des mois : La Voix de la Kozah en avait attiré (à tort peut être) l'attention des responsables du Cst sur le duplexe et flou comportement de ce téméraire. N'ayant pas été compris, le directeur de publication du journal La Voix de la Kozah, en a eu pour sa part pour en avoir risqué d'en faire écho. Des confrères en ont pris activement part puis ont jeté en pâture, ce dernier qui pourtant selon les recom-

mandations déontologiques du métier, bénéficierait de la confraternité.

Et pour cause : pourquoi Moshood, prit-il le risque de ne donner sa vraie position à abasse qui l'a joint à partir d'un numéro privé, avant de venir retracer les faits tels qu'ils se sont produits à Kara, lorsque responsables du Cst, contre vents et marrés, s'en étaient à tenir un meeting au terrain du quartier Batascom?

Ce simple fait de n'avoir pas décliné sa position lui a attiré des piques et des philippiques de la part du journal Liberté puis des tenants du site web : ici Lomé.com.

Y-a-t-il un lien de cause à effet entre le refus de composer avec un politique de la classe d'abasse et les diatribes que l'irresponsable kaboua abasse par presse interposée débite à l'endroit du directeur du journal La Voix de la Kozah ? Difficile d'y répondre. Mais la coïncidence est si frappante que le bon sens autorise à affirmer que le fondateur du Mrc est un délinquant de grand chemin sinon un SORCIER et ses protagonistes de journalistes, eux, ont manqués d'intelligence. Car, quoi que subtile, cette façon de faire ou d'agir sent le chantage et la sorcellerie. Et rien qu'à penser qu'à cette allure, le raté d'éducation sinon le débile mental d'abasse, que Soumdina regrette d'avoir enfanté, qui a réussi par le biais de cette ignominie à écumer tous ceux qui lui prêtent attention ; leur « dépouillant » de leur intelligence sous le fallacieux prétexte de les aider à faire tomber le régime de Lomé.

Quelle honteuse carrière politique pour quelqu'un qui passait aux yeux de la jeune génération pour un modèle de réussite dans un business où les vicissitudes de la société ont fait mordre la poussière à plus d'un honnête.

Ce qui démontre à satisfécit que, le populisme de ce renégat d'abasse kaboua et la réussite de ce groupe de presse avaient un secret à ne pas chercher dans le code de la bonne conduite. Ce honteux chantage peut se redéfinir : « ne fait pas ce que je fais... » ou « ce que je ferai et ferai écrire de toi te sera fatal ». Et pendant combien de temps encore cette pratique va-t-elle perdurer ? Pendant combien de temps encore ces donneurs de leçons si tributaires d'esprit de critique et d'idées machiavéliques vont-ils sévir ?

Monsieur Mrc, est un homme sans lucidité sinon, qui, des hommes politiques, accepterait de sortir de ses lèvres tous les propos stigmatisant de ce clochard ?

Politique charlatan, c'est le seul qui voit, maîtrise, professe. C'est lui qui sait comment les autres sont nés et de quoi ils souffrent. Bref le seul

sur la terre de nos aïeux fait pour tout et capable de tout. Oubliant que, tous au Togo voire au-delà de nos frontières, nous le connaissons homme buvard, gros vampire.

Taupe, c'est lui qui dans l'ombre, a créé le regrettable accrochage du quartier Adéwi à Lomé. Tout ce qu'il fait et dit, c'est dans la seule optique de brouiller les pistes.

Confidence : il nous a ré-

homme politique.

Se faire l'obligation de raconter des âneries sur des gens pour la propagande et pour prendre date ; plaider pour la liquidation physique qu'il juge au fond de lui-même comme du commun des mortels, non nécessaire, parce que malfaisante. Voilà où, il faut reconnaître que abasse est un affreux, que sa politique est épouvantable, qu'il ne



Abasse Kaboua

Geste citoyen

Mettre les artères au propre oui mais à quelle heure le faire ?

Il n'y a pas de sot métier dit-on souvent, c'est ainsi que les balayeurs de rues ont leur place dans la chaîne des travailleurs. Quel serait le visage de nos rues sans ces braves hommes et femmes qui se dépensent sans compter pour rendre nos rues agréables à la vue ? Ces balayeurs méritent considération et respect. Ce qui est choquant c'est de voir les conditions dans lesquelles ces hommes et femmes travaillent. Les outils qu'ils utilisent sont en déphasage avec le travail qu'ils abattent. Pas de protège nez et toute la poussière est inhalée avec ce que cela peut engendrer comme maladies. Les brouettes, balais et pelles dans un état qui choquerait toute bonne conscience. Cette description est une invitation lancée aux employeurs de voir le cas de ces hommes et femmes qui rendent nos villes propres. Quand le matériel de travail est adéquat, la tâche qu'on abat est aisée. Nous ne voulons pas nous intéresser à d'autres aspects de leurs conditions de vie et de travail mais simplement au côté matériel pour que les résultats soient au rendez-vous des attentes.

Toutefois, au-delà de ce cri de cœur à l'endroit des employeurs, les balayeurs et balayeuses de rues se doivent de respecter un minimum de condition pour leur propre sécurité et celle des usagers de la route.

- Les heures de balayage

Nos amis les balayeurs de rues doivent éviter de faire leur travail aux heures de pointe. Souvent de 17h à 19h on les voit très concentrés à leurs travaux empêchant parfois les usagers des routes de circuler normalement. Ils se disent plus prioritaires et même narguant les conducteurs comme si leur gilet leur donne le quitus à tout faire. De grâce, Lomé ce n'est pas Paris ni New-York, on veut une capitale avec des rues propres dégagées des immondices mais cela doit se faire à des heures raisonnables comme on en voit dans la plupart des capitales : tard dans la nuit ou aux premières heures de la matinée.

- Les panneaux de signalisation

Pour marquer leur présence à des endroits précis, les balayeurs de rues doivent déployer les panneaux de signalisation qui attesteront aux autres usagers de la route qu'un travail se fait sur la voie. Les gilets qu'ils portent aussi doivent être adaptés à la situation dans laquelle ils se trouvent c'est-à-dire refléter la lumière des phares qui sont projetés sur eux.

Aucune priorité ne vaut celle de la vie humaine. Au-delà des manquements qu'on viendrait à observer chez nos braves balayeurs de rues, qu'on leur accorde cette faveur de prioritaires.

vélé que, c'est que le pouvoir ne comprend pas les jeux auxquels lui et Agbé jouent au Cst. « **A plusieurs reprises, au moins neuf fois, j'ai en vain, tenté de rencontrer le PR qui est un petit frère afin de lui décliner nos stratégies... il a refusé de me recevoir... Son Protocole Soulé est là ; vous pouvez lui demander...** »

J'ai rencontré le Col Massina. Après lui avoir donné des renseignements pointus, tu sais comment il m'a récompensé? Moi que tu connais bien, il ne m'a tendu que quatre triquets de carburant de 10 litres chacun. Tu t'en rends compte?... » Bref aucune lucidité dans ses propos sinon comment abasse doit-il accepter où qu'il passe qu'il y ait de Togolais montés contre les autres. Non contente de jeter en pâture un journaliste en conspuant à son égard des allégations cousues au fil blanc, cette boîte à résonance, que le peuple kabyè regrette de l'avoir en son sein, a choisi de l'exposer au publique : balancer sur internet des inepties qui ne relèvent pas d'un

maîtrise (outre le mensonge) politiquement rien et donc, il tente simplement de dissimuler ce qu'il croit et qu'il prend pour armes. Mais nous tout autant, et aucune démonstration ne nous fera changer d'avis que l'alcoolique kaboua abasse n'est plus qu'un tigre édenté. Et donc, c'est parce que l'objectif réel de ce nageur invertébré et consorts - dont nous savons que ce ne sont pas des idéalistes- n'est pas celui qu'ils déclarent et que nul, pas même l'irresponsable sbire et trainard abass kaboua, ne parviendra à convaincre d'être favorable à «leur» bananière politique.

En vérité, « **ce qu'ils sont parle si fort que nous n'entendons pas ce qu'ils disent...** »

Ils continuent et continueront sur leur lancée, même s'ils n'ont pas réussi et ne réussissent pas à convaincre l'opinion, et, bénéficiant de multiples complicités que leur donne leur leurre du moment, ils abdiqueront un de ces quatre matins.

Moshood

Le Sida n'est pas une fatalité, alors, protégeons-nous

La sorcellerie au cœur des "pouvoirs" et des destins

Au cœur de notre société, pour des raisons secrètes, on découvre au quotidien, que le monde de l'invisible cotoie avec le plus d'assiduité, celui du destin de presque tous. Et pour cause, contre vents et marrées, vouloir accéder à une classe non moins impotente de la vie sociale ; - pour prêter le jargon de la rue-, devenir quelqu'un en portant pour quoi, avec l'aide de l'invisible, un coup fatal au destin de son semblable... Directeurs, hommes d'affaires, hommes de rang, politiques, « hommes de dieu » entendez : (prêtres, imams), commerçants... y plongent dans des eaux troubles où règnent les maîtres du surnaturel. Voyage dans les arrières-cours des services et domiciles pour partir à la rencontre des marabouts, charlatans, féticheurs et autres magiciens...

Terrain marécageux du jour le jour, de surcroît miné de clichés et autres préjugés. Et socialement incorrect, puis qu'il renvoie volontiers - et bien évidemment à tort- à l'image d'une société captive de l'invisible et

riages, de matchs de football, d'examens, de maladies, de morts, de gestion d'entreprises ou d'escroqueries ... qui ne tiennent compte de ce contexte. Une chose est sûre : contrairement à une idée répandue surtout



tout sur le continent africain à l'époque, la sorcellerie, le maraboutage, le charlatanisme... n'ont pas disparus avec la génération de l'électricité, du modernisme et de l'éducation. Ils se sont adaptés aux progrès économique et socio politique. Depuis des années maintenant, ils ne se sont même jamais aussi bien portés. Et, c'est sans excès de pudeur que des responsables omnipotents, des oscar, des chefs de service, des commerçants, de chefs de partis politiques... s'entourent de marabouts et autres féticheurs et adhèrent à des confréries devenues ipso facto des agences d'ascension sociale. Directeurs et chefs de service, responsables d'institutions publiques et parapubliques, officieux supérieurs, soldats, ministres... La liste est longue, d'autant que les luttes socio po-

litiques, féroces et souvent sanglantes, sont volontiers assimilées à la traque des sorciers. L'amalgame est alors fréquent entre protagonistes notamment opposants et « forces obscures ». Avec l'usage d'un vocabulaire zoologico-mystique pour dénoncer les « hiboux », les « serpents » et autres « tortues à double carapace » adorés comme des dieux. Aucune époque que celle de nos jours, le re-



litiques, féroces et souvent sanglantes, sont volontiers assimilées à la traque des sorciers. L'amalgame est alors fréquent entre protagonistes notamment opposants et « forces obscures ». Avec l'usage d'un vocabulaire zoologico-mystique pour dénoncer les « hiboux », les « serpents » et autres « tortues à double carapace » adorés comme des dieux. Aucune époque que celle de nos jours, le re-

cours aux entrepreneurs en occultismes aura été massif. Preuve, des corps sans vies, amputés des leurs organes génitaux ont été découvert avec écoeurement dans nos préfectures et particulièrement à Lomé. Lomé où, on trouve un marché aux organes humains. Le comble, c'est l'interpellation, le 29 septembre passé, d'un certain AGBODJA Aholou, « féticheur » de son état, vivant à Agbati, canton d'Agbédrafo (préfecture des Lacs) en possession de deux squelettes humains entiers. Une perquisition effectuée à son domicile a permis de découvrir autour de son fétiche, trente deux (32) crânes humains. Crânes qui, lui serviraient à faire des préparations mythiques aux demandeurs notamment des voyageurs, des prêtres ... et commerçants.

Si ces atrocités deviennent un sport national, à la vue et au su de plus d'un Togolais et, du coup, marabouts et autre féticheurs loués à prix d'or pour des actes de sorcellerie au cœur de la société comment ne pas s'alarmer ? Faut-il rappeler les cas de ces leaders politiques de l'opposition togolaise qui ont dormis à côté des cadavres dans le cimetière de... dans le cadre d'un pacte avec le diable censé leur confier le pouvoir d'Etat ? Que dire alors des lauréats de « la quête » aux organes humains qui élisent domicile dans le Togo des profondeurs ? En effet, le corps sans vie d'un nourrisson âgé de trois semaines a été découvert aux environs du lycée Komonloga (dans la préfecture de Tône). Ce corps mutilé qui gisait dans les herbes a été abandonné par « des charcutiers » qui se caches avec les dix doigts des deux mains, du cœur, des organes génitaux... du bébé.

Aux quelles fins, tous ces macabres pratiques ?

Sans détours, la première réponse qui nous vient est : une quête de rationalité où, malheureusement la question de sorcellerie a toujours été au cœur des logiques de puissance, et le sacré a toujours côtoyé « les pouvoirs ». Dans les sociétés, la religion, la politique et le sacré sont devenus des instances qui organisent la relation de l'individu au monde. Dit autrement, la sorcellerie est un langage des conflits sociaux. Dans cette optique, la question n'est plus d'y croire ou non, car cela peut être

dans certaines mesures, une mise en scène ou une pratique assumée... Mais quoi qu'il en soit, ces récits traduisent une tension au sein de la société et interagissent sur les comportements des individus dès lors qu'il y a lutte pour « le pouvoir ». Bien qu'elles relèvent de des traditions africaines, de nos jours, elles sont obscurantistes.

De nos jours, un peu partout sur le continent, pas d'élection sans intervention de cet ordre, pas de portefeuille ministériel sans intercession et ... qui se priverait d'un tel atout.

Les périodes préélectorales ou celles qui précèdent les remaniements gouvernementaux sont de loin les plus propices. On envoie des sorts et on se les renvoie, on se « blinde » pour s'en protéger, on enterre des animaux vivants, on avale toutes sortes de décoctions, on se fait scarifier, et les crimes rituels, les **muti murders** et autres **moudjou**, commis parfois sur de jeunes enfants. La quasi-totalité des acteurs sociaux, y compris les prêtres, les pasteurs - les clients du féticheur AGBODJA Aholou - imams, croit en la force maléfique de l'invisible à laquelle certains tentent d'échapper par le versant religieux en multipliant les rites de désenvoûtement. Avec d'autant plus de facilité que les nouveaux entrepreneurs en mysticisme sont fréquemment hybrides, bergers le jour, Bible à la main, sorciers la nuit avec leur petite sacoche emplies d'amulettes. L'ancrage est à ce point profond que mêmes les rares qui n'y croient pas se doivent de donner le change, ne serait-ce que pour rassurer leur entourage et partisans. S'il est une question sans objet en effet, c'est bien celle de la crédulité. La sorcellerie existe parce qu'il y a des millions de gens et non des moindres qui en sont convaincus, et les faits, aussi irrationnels qu'ils puissent paraître, sont avérés du moment qu'on y croit. Aucune personnalité publique ne peut sur le continent africain faire comme si ce phénomène relevait du simple fantôme, au risque d'apparaître comme un ovni aux yeux des populations.

SECRET. Pour comprendre cette extraordinaire capacité d'adaptation, d'intégration, presque d'ingestion réciproque du sorcier noir, il faut donc toucher du doigt « la politique » par le bas. Au-delà du village, c'est au

sein de la famille, au cœur de l'intimité, que se nouent, pour les responsables comme pour les anonymes, les complots les plus inquiétants. Les attaques les plus dangereuses, comme celles qui, dans ... par exemple, conduisent un oncle à « manger » son neveu, ou tel ministre à « vampiriser » l'un de ses propres enfants pour mieux



asseoir son pouvoir, ne sont pas des fantômes, mais des soupçons fréquents et parfois des réalités meurtrières. Nul homme ou femme surtout politique, n'échappe à ce côté obscur de la parenté où l'on se comprend à demi-mot, où l'allusion est la règle et le malentendu souvent tragique.

SORTS. Les choses ont-elles changé depuis, avec l'arrivée aux affaires, dans maints endroits en général du continent et en particulier sur la terre de nos aïeux, d'une classe plus jeune, plus démocratique et de plus en plus modernisée ? Rien n'est sûr.

Reste donc que, si cette forme de croyance est sans doute trop profondément ancrée dans notre société et nos destins pour disparaître et si la généralisation des nouvelles technologies loin de les faire régresser, a au contraire étendu la caste des sorciers auxquels les puissants ont recours aux gourous, aux vrais-faux rabbins versés dans la Cabale et aux sectateurs occidentaux et autres, la revendication d'un nombre sans cesse croissant de citoyens du continent à plus de transparence dans les affaires publiques pourrait bien avoir raison de la magie du « pouvoir ». Tant que la conviction populaire persiste, que le secret est consubstantiel à l'exercice du destin, ce dernier jouera à sa guise son caractère mystérieux. Mais plus les « pouvoirs » seront forcés d'être lisibles, plus le caractère automatique de l'explication sorcière des actes diminuera et plus ils seront démythifiés. Ce mouvement semble en marche, et le temps est proche où au sein de la société ne résistera plus que le noyau dur de la sorcellerie intime et quotidienne des temps de crise et d'incertitude.

LA VOIX DE LA KOZAH

Hebdomadaire pour la liberté d'informer, le droit de penser

Récépissé N° 0215 / 27 / 08 / 03 / HAAC



Siège: Cofac / Côté Sud de la polyclinique
BP: 34 Kara

Tél: (00228) 2661 36 09
Directeur de Publication: Boukari Moshood
9016 98 40

Rédaction:

P. Essowè, Abalo Justine,
D. Ahoéfa, Kpatcha, Kpandja
Secrétariat: Ablavi
Tirage : 2000 exemplaires
Imprimerie : La Colombe:

Les expériences de Ando-Kpomey et du centre CIDAP appréciées par les participants

Après la cérémonie d'ouverture du 2^{ème} forum des acteurs du développement à la base, les participants ont suivi plusieurs communications dont deux ont retenu l'attention des participants et de la ministre, suscitant même une visite sur les lieux dans la préfecture de Doufelgou.

La communication sur le

Centre International de Développement Agro-pastoral (CIDAP) à Baga dans la préfecture de Doufelgou a porté sur une technique maîtrisée de restauration écologique des terres dégradées.

Pour vérifier l'ingéniosité de la technique utilisée, Mme la ministre du Développement à la Base accompagné des préfets s'est rendu au cen-

tre pour apprécier le travail fait.

Sur les lieux elle a encore suivi les explications M. Batanta Justin sur le fonctionnement du centre.

M. Batanta s'est ensuite réjoui de la visite de la ministre dans ce centre, ce qui confirme dit-il de l'engagement du gouvernement à les aider dans leurs efforts de dévelop-

pement.

Le représentant résident adjoint du PNUD au Togo, Damien Mama, que nous avons abordé dit que de son côté que les communications sont de deux types : il y a d'abord deux communications d'ordre introductif pour donner quelques clarifications conceptuelles et aussi faire un peu l'état des lieux en matière de développement à la base.

L'autre catégorie de communication qui a paru la plus importante a porté sur les expériences concrètes. C'est le cas dit-il par exemple d'Ando-Kpomey, qui est une communauté dans la préfecture de l'Avé, qui a trouvé une méthode originale de protection de l'environnement et de promotion de la biodiversité. En effet, tout a commencé par un incendie qui a ravagé le village d'Ando-Kpomey en 1973 faisant selon certains témoignages de nombreuses victimes. Un incendie à l'issue duquel la recherche de solution pour prévenir ce type de catastrophe a conduit les paysans à rechercher une idée pour préserver le peu de ressources biologiques qui leur restait.

Après réflexion, les vieux ont proposé l'idée de pare-feu communautaire successifs dont la réalisation a mobilisé hommes, femmes et enfants.

Le premier pare-feu communautaire a alors été réalisé en 1974 et chaque année

toute la population se mobilise en faisant des pare-feux autour de la ceinture. Ces pare-feux annuels sont gérés de façon participative par toute la communauté qui a défini et respecte scrupuleusement les règles de la gestion et de la protection de la forêt autour du village. Au nombre de ces règles, il y a l'interdiction de couper les arbres sans autorisation sous peine d'une amende qui est de huit bouteilles de boisson locale.

La ceinture verte créée et entretenue par la communauté d'Ando-Kpomey constitue un réfrigérateur pour la conservation des plantes alimentaires et de cueillette, mais aussi de pharmacie pour les plantes médicinales.

M. Mama Damien a souligné que le fait d'avoir donné l'opportunité aux communautés elles-mêmes de faire elles-mêmes les présentations au cours de ce forum a été un des points positifs.

Aussi souhaite-t-il qu'au niveau du ministère du Développement à la Base et au niveau des partenaires techniques et financiers, qu'on puisse à la suite de ce forum, identifier des expériences présentées, qu'elles sont les actions innovatrices qu'ils doivent continuer à appuyer pour le développement du Togo.

P. Essowé

38 étudiants de la 12^{ème} et 7^{ème} promotion du CIB/INTA de Kara et de Dankpen en fin de formation modulaire ont reçu leurs diplômes

38 étudiants de la 12^{ème} et de la 7^{ème} promotion de Kara et de Dankpen en fin de formation modulaire au Centre Informatique et Bureautique, Institut des Nouvelles Technologies Appliquées (CIB/INTA) ont reçu leurs diplômes de fin de formation professionnelle au cours d'une cérémonie solennelle le mercredi 3 octobre au siège dudit centre à Kara.

Cette formation permettra aux récipiendaires d'être compétitifs sur le marché et d'avoir la possibilité de créer leur propre entreprise, de s'auto employer et de résoudre le problème de l'emploi des jeunes.

Le directeur régional du CIB/INTA de Kara, Lucien Tindame a relevé le rôle que joue la formation technique dans le monde et invité les partenaires à accompagner et soutenir les initiatives qui font des efforts pour hisser cette formation technique à la place qui doit être la sienne et qui doit servir d'interface graphique pour résoudre le problème de chômage de la jeunesse. Il

a convié le public à créer un environnement propice pour l'éclosion de cette société.

Le directeur général de CIB/INTA, Mèba Germain s'est réjoui une fois encore, de voir une promotion de son centre, recevoir son diplôme de fin de formation, précisant que ces récipiendaires sont désormais assez outillés pour s'auto employer et répondre au besoin du marché de l'emploi. Il a promis améliorer la formation à travers l'introduction de nouvelles filières afin de l'adapter aux nouvelles exigences de l'heure. Il a rappelé le partenariat qu'il a noué avec une société de technologie indienne spécialisée dans le domaine des nouvelles technologies afin de rendre performante la formation dans ces centres et répondre aux besoins du marché de l'emploi.

Le secrétaire général de la préfecture de la Kozah, N'Low Kokoutché a salué les efforts que déploient le Dg du CIB/INTA et son personnel dans la formation de la jeunesse et

pour la promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) sur toute l'étendue du territoire national. Cette action du CIB/INTA s'inscrit dans la droite ligne de la politique du gouvernement qui œuvre pour l'amélioration des conditions et cadre de travail du secteur privé et surtout dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle.

Les récipiendaires, très joyeux ont exprimé leurs gratitude au DG du CIB/INTA et à son personnel qui leur ont permis d'acquérir des connaissances dans la maintenance des ordinateurs et dans les traitements de textes.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs autorités administratives parmi lesquelles, les préfets de la région et de celui de l'Ogou, des parents, amis et d'une foule venue les encourager dans une ambiance musicale entretenue par des artistes de la région.

Ahoefa

SANTE ANIMALE : LUTTE CONTRE LE CHARBON BACTERIDIEN

Les experts du Bénin et du Togo réunis à Kara ont élaboré un programme

Des experts du Bénin et du Togo se sont retrouvés les 4 et 5 octobre à Kara pour réfléchir sur les stratégies à identifier en vue d'élaborer un programme d'intensification de la lutte contre le charbon bactérien au Togo et au Bénin.

Cette rencontre est organisée par la commission de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Elle s'inscrit dans le cadre d'une réunion transfrontalière entre le Togo et le Bénin consacrée à la lutte contre le charbon bactérien.

Elle a pour objectif d'élaborer un programme de lutte contre le charbon bactérien au Bénin et au Togo, confirmer le rapport de la mission de l'UEMOA sur la problématique liée à la fièvre charbonneuse. Il est aussi question de trou-

ver des solutions communes à la fièvre charbonneuse qui se pose aux deux pays.

Les participants ont suivi durant les deux jours des communications sur la situation du charbon bactérien au Bénin et au Togo ainsi que les conclusions du rapport de la mission au Togo.

Le conseiller technique au ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et de la Pêche, Worou Aurélien Tchémi Tchambi a indiqué que ce plan d'investissement est de la volonté du chef de l'Etat de faire de l'agriculture le fer de lance du développement socio-économique. Il a à cet effet témoigné sa gratitude au chef de l'Etat pour sa clairvoyance, qui a fait

du Togo, le premier pays dans la mise en œuvre de l'instrument de l'ECOWAP dans l'espace CEDEAO. M. Tchémi Tchambi a réitéré la reconnaissance du gouvernement à l'UEMOA, l'OMS et à la FAO et invité les autres partenaires techniques et financiers à appuyer l'initiative afin que la sous-région soit débarrassée définitivement de la problématique liée à l'épizootie.

Le commissaire chargé du département du Développement rural, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Abdou Seyni et le représentant de la FAO, Antonio Issac Monteiro ont présenté leur remerciement au ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et de la Pêche.

Cette réunion s'est déroulée en présence du secrétaire général de la préfecture, N'Low Kokoutché.

A. Justine

PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS ET PRESERVATION DE LA PAIX

Le projet "Apenefa : paix dans la communauté" enseigne aux leaders communautaires de la région

Les leaders communautaires et leurs chefs traditionnels des villages de Koka, Niamtougou et de Kouméa dans de la région de la Kara, ont été formés sur la prévention et la gestion des conflits et la préservation de la paix au cours d'un atelier de consolidation de leurs connaissances les 4 et 5 octobre à Kara.

Cette formation fait suite à celle déjà initiée par WILDAF-Togo en 2011 en faveur de ces communautés dans la réalisation de son programme « APENEFA : paix dans la communauté » financé par l'ambassade d'Allemagne au Togo à travers le Service Civil pour la Paix (ZFP).

Elle intervient en vue de consolider les compétences des leaders communautaires pour une plus grande efficacité dans la prévention et la gestion des conflits et la préservation de la paix dans ces communautés.

Il s'agit de faire des leaders communautaires qui seront formés, des artisans de paix dans leurs communautés respectives et de sensibiliser les populations sur les vertus de la non-violence et de la culture de la paix pour un développe-

ment durable de les responsabiliser lors des processus électoraux.

Les participants ont été éduqués sur les modules portant sur les droits humains fondamentaux, la participation et l'implication des communautés dans un processus électoral de qualité et les notions de conflits.

Le conseiller au bureau d'études de WILDAF-Togo, Antoine Gbékou Attivon a témoigné sa reconnaissance à l'ONG WILDAF-Togo qui œuvre pour la protection et la promotion des droits de la femme. Il a ajouté que la jouissance des droits humains par les femmes ne peut être effective si les communautés ne vivent pas dans la concorde et la compréhension mutuelle.

M. Gbékou Attivon a indiqué leur ONG entend apporter sa contribution à la construction d'un Togo où les citoyens entretiennent des relations interpersonnelles et intergroupes de qualité pour relever le défi du développement humain participatif et durable.

Il a félicité l'ambassade d'Allemagne au Togo pour son appui financier à la société civile au Togo et plus particulièrement à WILDAF-Togo.

P. Essowé

2^{ÈME} FORUM DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Après un bilan satisfaisant des travaux, les participants ont adopté des recommandations afin de redynamiser les actions menées

Suite de la page 3

tre de création de richesse. Elle s'est dite impressionnée par l'expérience réussie de ce centre. Pour elle c'est une expérience qu'il faut vraiment partager.

Le ministre a rappelé également d'autres expériences en matière de micro crédit, expérience menée par l'ONG ECHOPPE ou celle de la communauté d'Ando-Kpomey qui a réussi à reconstituer sa forêt et pour la protéger et la préserver, elle a décidé de développer dans cette forêt des activités génératrices de revenus notamment la culture des escargots et l'élevage des abeilles.

« Avec ces expériences précises la patronne du Développement à la Base, nous pensons qu'avec la volonté politique des partenaires techniques et financiers, nous pourrions nous inspirer de ces expériences qui pour nous constituent des dynamiques locales sur les quelles nous pourrions bâtir le développement à la

base ».

Le représentant-résident de la Banque Africaine de Développement, Serge Marie N'Guessan s'est engagé à poursuivre son appui multiforme en faveur du Togo sur la base des recommandations du forum.

Les participants ont recommandé de poursuivre la valorisation des ressources locales dans la promotion du développement et l'amélioration des rendements dans les filières agro-alimentaires où sont concentrées les pauvres ; inciter la diaspora à s'impliquer dans la mobilisation des ressources financières destinées au développement local ; poursuivre le renforcement du partenariat avec les institutions de micro finance dans l'optique de réduire les taux d'intérêt et d'allonger les délais de prêts de crédits ; accompagner les ONG dans la gestion des CDB. Ils ont souhaité la poursuite de l'organisation de ce forum des acteurs du développement à la base en partenariat avec les dé-

partements ministériels impliqués au niveau de la base et de mettre en place une cellule multisectorielle de capitalisation, de mise en œuvre et de suivi des recommandations issues des différentes commissions thématiques.

Selon une participante, ce forum a été un succès pour toutes les femmes. Ce forum a permis aux femmes de comprendre quelle doit être les principales astuces de développement à la base, puisqu'elle contribue vraiment au développement du pays. Elle a souligné qu'à partir des expériences partagées, les femmes y ont tiré leur part et peuvent se prendre en charge et ne seront plus marginalisées.

Signalons que qu'il y a eu des signatures de conventions au profit de 21 communautés des différentes localités du pays pour un montant de 13.000.000.000 FCFA en vue de construire des écoles, des centres de santé, des centres culturels et de loisirs, des marchés et des forages

Recommandations

Les travaux de la 2^{ème} édition du Forum des acteurs du développement à la base ouverts le jeudi 4 octobre ont pris fin le samedi avec l'adoption de plusieurs recommandations en vue d'insuffler un nouveau dynamisme aux actions menées par le ministère pour le développement des communautés à la base.

Le présent forum a fait l'analyse des enjeux et défis et mené des réflexions visant le renforcement des acquis et la définition des stratégies et mécanisme d'ajustements pour consolider le processus en œuvre.

Les participants fortement préoccupés, ont reconnu que les efforts du gouvernement pour l'amorce d'un développement accéléré et inclusif sont louables, mais restent en deçà des attentes ces efforts doivent s'intensifier par une forte dynamique de mobilisation et de participation à la base et s'inscrire dans la durée.

Aussi ont-ils pris des recommandations en vue d'entreprendre une campagne intensive de communication sur le concept et la vision du développement à la base ainsi que les conditions pour y remédier à travers des ateliers, tournées et messages multimédia ; œuvrer à la mise en application de la politique nationale de développement à la base en valorisant les potentialités locales et en mettant à la disposition des organisations à la base les outils de planification et de financement adaptés aux besoins et porteurs de changement ; accéléré l'opérationnalisation au niveau décentralisé de l'agence nationale de développement à la base et le fonds d'appui au développement à la base.

Les participants ont également souhaité la création au niveau local et régional des

centres d'écoute et de conseil aux opérateurs potentiels et émergents et instaurer des mécanismes de suivi et de capitalisation des performances ; de mettre en application les dispositions du cadre fixant les rôles des chefs traditionnels et instaurer des journées de travaux communautaires périodique au niveau local et de poursuivre la promotion de l'accès des jeunes au marché de l'emploi et susciter au niveau des entreprises, le désir d'impliquer la main d'œuvre qualifiée locales dans la mise en place des infrastructures socio communautaires.

Les recommandations portent aussi entre autres sur la valorisation des ressources locales dans la promotion du développement et l'amélioration des rendements dans les filières agro alimentaires où sont concentrées les pauvres, la promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) ; l'accompagnement des ONG dans la gestion des Communautés de Développement à la Base (CDB)

La ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes Mme Victoire Tomegah-Dogbé a salué la mobilisation et l'enthousiasme des participants. « Vous avez su démontrer lors de ce forum que vous vous êtes approprié les valeurs et principes qui fondent le développement à la base ». Participation, et mobilisation communautaire, partenariat, partage, praticabilité dans la mise en œuvre des projets, financements adaptés, coordination, synergie, harmonisation, suivi-évaluation, tels sont les points qui ont caractérisé ce forum a déclaré la ministre.

Elle a rappelé aux participants que leur engagement et la qualité de leurs travaux, ils consolident ainsi le processus,

qui fera progressivement du forum national des acteurs de développement à la base, un des rendez-vous les plus importants pour le pays.

Le Forum national des acteurs de développement à la base, précise la ministre, est une initiative dont les mérites ne sont plus à démontrer puisqu'elle offre une plateforme d'échanges et de partage d'expériences qui contribue à renforcer l'adhésion, la mobilisation et la participation active de tous les acteurs dans le processus de développement économique et social de notre pays.

Il a appelé les Togolais à redoubler de vigilance et de détermination face aux besoins des jeunes, des femmes et des plus démunis. Car précise-t-elle, les mutations positives auxquelles le Togo fait face conviennent plus à démontrer puisqu'elle offre une plateforme d'échanges et de partage d'expériences qui contribue à renforcer l'adhésion, la mobilisation et la participation active de tous les acteurs dans le processus de développement économique et social de notre pays.

Elle a souhaité que le développement à la base soit le fer de lance de la nouvelle dynamique qui met l'homme au centre du développement. Une dynamique qui s'articule autour des valeurs de solidarité, d'engagement et de partage.

Pour Mme Tomegah-Dogbé, le Développement à la Base constitue à la fois une source de croissance et une source d'emploi, particulièrement pour les femmes et pour les jeunes, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Elle a précisé à ce propos que les micro projets de type communautaire ou d'intérêts économiques constituent des investissements à petite échelle, qui génèrent de l'emploi, stimulent l'esprit d'organisation, d'innovation et de gestion, et offre des

INVITÉ SUR RFI

Jean Pierre Fabre a vociféré mais n'a point convaincu

Nous avons de la peine pour un homme de la qualité et de la stature de Jean Pierre Fabre, le président national de l'Anc. Hier, mardi 09 octobre, on a pu suivre sur RFI cet homme discipliné se faire une fois encore l'obligation de :

Présenter devant aux auditeurs de la radio mondiale (pour la propagande), comme « preuves » de la duplicité du gouvernement Ahoomey de vouloir organiser sans consensus, les législatives. Dans son one man show médiatique, il a réitéré l'arrogance qui la toujours guidé dans son combat. Comble de



cynisme, ce monsieur qui dans le rêve, aspire de diriger un jour ce pays, fait usage d'un ton autoritaire.

« ...je veux lui dire ... les élections n'auront pas lieu. Je veux le mettre en garde contre toute velléité de chercher à passer en force », « ...Faure ...n'a aucune légitimité ... nous n'accepterons que M Faure se présente aux élections ».

On se dit que l'actuel chef de l'Etat n'est pas légitime puis on projette de l'interdire de postuler à quelconque magistrature. N'est-ce ridicule cette foutaise du Président de la plage qui rejoint le Cst pour Dékon?

« ...les réformes auront lieu... » Alors si on refuse le dialogue parce que le blanc comme neige n'est pas à la table des négociations, d'où viendront ces réformes? Des Togolais entièrement à part qui ont élu domicile la rue? Et pour prendre les Togolais pour des imbéciles ou des demeurés en tout cas, pour des gens sans culture ni mémoire, il parle au sujet de dossier Bodj, de sa qualité d'homme de principe pour nous endormir. Quelle cupidité?

C'est le lieu pour nous de rappeler à Fabre que quoi qu'il fasse, Lomé ne sera jamais un Syrte et Dékon un Alep. Seul le dialogue et la cohabitation pacifique, prônés par le Président Faure et le gouvernement Ahoomey-Zunu restent gage de paix, de démocratie et de développement. Sinon quel est le bilan de tes plus de 2ans de marche? Négatif n'est-ce pas!

Alors messieurs du Cst, rangez ces appels au soulèvement car seules les concessions peuvent faire évoluer ce point.

B. M.

Pour vos besoins de publicité, de publi-reportage, d'annonces etc contactez-nous au 90169840

Ahoefa